

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Parc éolien du Coin Malo
Communes d'Aigneville et Fressenneville
SAS Centrale Éolienne du Coin Malo (CECOM)

La préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 514-3-1 ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Mme Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Mme Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 20 mars 2014 à la société SAS Centrale Éolienne du Coin Malo (CECOM) pour l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire des communes d'Aigneville et Fressenneville concernant la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de la préfète de la Somme à la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mars 2014 susvisé qui dispose : « Afin d'éviter l'attrait des chiroptères, la plate-forme créée à la base de chaque éolienne est fauchée régulièrement ou cultivée. » ;

Vu l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose : « Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100 (version compilée de 2008) NFC 13-100 (version de 2001) et NFC 13-200 (version de 2009). Ces installations sont entretenues et maintenues en bon état et sont contrôlées avant la mise en service industrielle puis à une fréquence annuelle, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000. » ;

Vu l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose : « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. » ;

Vu l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose : « Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du fonctionnement correct de l'ensemble des équipements. Ces essais comprennent :

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder un an, l'exploitant réalise une vérification de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.» ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2018 transmis à l'exploitant par courrier du 18 décembre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant du 27 décembre 2018 au rapport susvisé ;

Vu le courriel du 11 janvier 2019 de l'inspection des installations classées adressé à l'exploitant pour lui demander de fournir des pièces complémentaires ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au courriel susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 8 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Les plates-formes créées à la base de chaque éolienne présentaient une végétation haute et sèche ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mars 2014 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 8 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Les contrôles avant mise en service ont été réalisés les 13 juillet et 30 août 2016. Aucun rapport de contrôle annuel périodique des installations électriques extérieures, qui aurait été réalisé depuis ces deux dates, n'a été présenté et aucune date de vérification périodique ne nous a été communiquée ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 8 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Aucun panneau d'affichage relatif aux prescriptions à observer par les tiers n'est présent sur le chemin d'accès à l'éolienne E9 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 8 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Les essais de l'arrêt en cas de survitesse pour les éoliennes E3 et E4 réalisés le 06/09/2017 n'ont pas été reconduits, au jour de l'inspection. La périodicité annuelle n'est pas respectée (retard de 2 mois) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS Centrale Éolienne du Coin Malo (CECOM) de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2014 susvisé et des articles 10, 14 et 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme,

ARRÊTE

Article 1 – La société SAS Centrale Éolienne du Coin Malo (CECOM), exploitant le Parc Éolien du Coin Malo sur le territoire des communes d'Aigneville et Fressenneville, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2014 susvisé et des articles 10, 14 et 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible par le site suivant : www.telerecours.fr.

Article 4 – La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le - 6 FEV. 2019

Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,



Mylham GARCIA